

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 MARS 1902

Projet de loi portant augmentation du nombre des membres des Chambres législatives ⁽¹⁾

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. Henry DELVAUX

MESSIEURS.

Le projet de loi soumis aux délibérations de la Chambre puise ses sources dans les origines mêmes de l'indépendance nationale : « La loi fondamentale du royaume des Pays-Bas, dit M. Delbecqque dans son *Commentaire des lois électorales*, avait consacré cette révoltante iniquité d'une représentation égale pour les provinces septentrionales : celles-ci avaient cependant une population double de la population des premières.

» Ce fut la première cause de la révolution de 1830, c'est de là que sont nés tous les griefs. »

Sans entériner cette assertion dans toute son intégrité, il faut rappeler cependant que au moment où les membres du Comité provisoire eurent à doter le pays d'une charte constitutionnelle, ils prirent soin en répartissant les membres du Congrès national, de tenir compte de la population des diverses provinces du pays.

Un arrêté du 12 octobre 1830, signé de MM. De Potter, comte Félix de Mérode, Alex. Gendebien, Ch. Rogier, Sylvain Vandewyer, décréta que : « le nombre des députés à nommer dans chaque district est fixé ainsi » qu'il suit :

DISTRICT ADMINISTRATIF DE	
Brabant méridional	{ Bruxelles 14
	{ Louvain 7
	{ Nivelles 6
	<hr style="width: 10%; margin-left: auto; margin-right: 0;"/> 27

(1) n° 55.

(2) La section centrale, *présidée* par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. HELLEPUTTE, DENIS, BUYL, DAVIGNON, HENRY DELVAUX, FRÉDÉRIC DELVAUX.

Limbourg	{	Maestricht	7
		Hasselt	5
		Ruremonde	5
			<hr/>
			17
Liège	{	Liège	9
		Verviers	5
		Huy	3
		Waremmes	2
			<hr/>
			19
Flandre orientale	{	Gand	12
		Audenarde	5
		Alost	6
		Saint-Nicolas	6
		Termonde	4
		Eecloo	2
			<hr/>
			35
Flandre occidentale	{	Bruges	5
		Ostende	2
		Dixmude	2
		Furnes	2
		Ypres	4
		Courtrai	7
		Thielt	3
		Roulers	3
			<hr/>
			28
Hainaut	{	Mons	6
		Tournai	8
		Charleroi	5
		Soignies	4
		Ath	4
		Thuin	3
			<hr/>
			30
Namur	{	Namur	5
		Dinant	3
		Philippeville	2
			<hr/>
			10
Anvers	{	Anvers	8
		Malines	5
		Turnhout	5
			<hr/>
			18

Luxembourg	}	Luxembourg	3
		Arlon	2
		Bastogne	1
		Diekirch.	2
		Grevenmacher.	2
		Marche	2
		Neuschâteau	2
		Virton	2
		16	

Un autre arrêté, du 20 octobre 1830, décida que les électeurs nommeraient « par un même scrutin séparé, un nombre de suppléants égal à celui des députés. »

Le 24 décembre 1830, M. Raikem, faisant rapport au Congrès, sur le nombre des députés, s'exprimait comme suit : « Le travail des sections a donné lieu aux trois questions suivantes : 1° Le nombre des députés sera-t-il fixé par la Constitution ? 2° En détermine-t-elle les maximums ? 3° Établira-t-elle le principe que le nombre des députés sera calculé sur la population ? »

« La section centrale a résolu négativement les deux premières questions et elle a donné une résolution affirmative sur la troisième. »

A la séance du 6 janvier 1831, le Congrès adopta sans discussion l'article 24, ainsi conçu :

« La loi électorale fixe le nombre des députés d'après la population, ce nombre ne peut excéder la proportion d'un député par 40,000 habitants. »
 « Elle détermine également les conditions requises pour être électeur et la marche des opérations électorales. »

En application de cet article, la loi du 3 mars 1831, se basant sur une population qui dépassait 4 millions 80,000 habitants, fixa le nombre des députés à 102 et le chiffre des sénateurs — qui devait être de moitié aux termes de l'article 54 de la Constitution — à 52, répartis comme suit :

Anvers	9 députés,	4 sénateurs.
Brabant	14 —	7 —
Flandre occidentale	15 —	8 —
Flandre orientale	18 —	9 —
Hainaut	15 —	7 —
Liège	9 —	5 —
Limbourg.	9 —	4 —
Luxembourg.	8 —	4 —
Namur.	5 —	3 —
	102	51

Sept fois, depuis lors, la loi vint modifier ces chiffres.

En 1839, le traité des XXIV articles enleva à la Belgique la moitié de deux de ses provinces et provoqua la loi du 3 juin, qui réduisit le nombre des représentants à 95 et celui des sénateurs à 47.

Les lois suivantes augmentèrent, toutes, le nombre des membres des deux Chambres, dans les proportions suivantes :

Loi du 31 mars 1847	108	représentants,	54	sénateurs.
— 24 mai 1859	116	—	58	—
— 7 mai 1866	124	—	62	—
— 20 avril 1878	132	—	66	—
— 9 mai 1882	138	—	69	—
— 12 mai 1892	152	—	76	—

Enfin, le projet de loi déposé, par le Gouvernement, le 22 janvier 1902 propose de porter à 166 le nombre des représentants et à 83 celui des sénateurs élus directement par le corps électoral.

II.

Le recensement du 31 décembre 1900 accuse une population totale de 6,693,810 habitants.

Des membres de la 2^e, 3^e, 4^e et 6^e section ont demandé pourquoi le Gouvernement s'était arrêté aux chiffres de 166 représentants; les uns estimaient que ce chiffre aurait dû être porté à 167, d'autres auraient voulu voir forcer l'excédent de 13,810 habitants, non représentés après le 167^e siège, de façon à permettre au pays d'élire 168 députés.

Il convient d'examiner d'abord si les Chambres pourraient décider que le nombre des représentants sera de 167.

La négative paraît s'imposer.

Le texte de l'article 53 de la Constitution de 1831 stipule que :

« Le nombre des sénateurs s'élève à la moitié des membres de l'autre Chambre. »

Ce texte n'est point un simple énoncé, œuvre du hasard; il est le fruit de longues controverses qui surgirent au sein du Congrès national sur le point de savoir comment il fallait organiser la Chambre Haute : « Les uns ont pensé — disait M. Devaux, dans son rapport du 4 décembre 1830 — que ce nombre devait être de moitié de celui des membres de l'autre Chambre; d'autres ont demandé qu'il fut des deux tiers ou d'un sur 100,000 habitants, de 40 à 60 ou à 80; d'autres encore ont pensé que ce nombre ne pouvait être limité sans le plus grand danger; plusieurs n'ont pas examiné la question. »

Le 11 décembre, dans un second rapport, M. Devaux proposait le texte suivant :

« Le Sénat sera composé de 40 à 60 membres. Toutefois, le Chef de » l'État pourra nommer un plus grand nombre de sénateurs avec l'assen- » timent préalable de la Chambre élective. Dans ce cas, la Chambre élec- » tive fixera au nombre des sénateurs une nouvelle limite, qui ne pourra » être dépassée à son tour sans la même autorisation. »

M. Van Meenen demanda, par voie d'amendement, 45 membres électifs et, de plus, des sénateurs députés par les grands corps de l'État : « Les

» Cours de justice, les Conseils provinciaux, les Conseils communaux des
 » villes excédant 30,000 habitants, les corps savants, les évêques, la garde
 » civique et l'armée. » Cette longue énumération fut accueillie par les rires
 de l'assemblée, ce qui n'empêcha pas M. le comte d'Aerschot de proposer en
 outre « les présidents des tribunaux de commerce et les bâtonniers de l'ordre
 » des avocats ».

C'est alors que M. Le Grelle demanda de rédiger l'article comme suit :

« Le nombre des sénateurs s'élèvera à la moitié des membres de l'autre
 » Chambre ».

Cette proportion fut reprise dans un autre amendement présenté par
 M. Jottrand, ainsi conçu :

« Le Sénat est composé d'un nombre égal à la moitié du nombre des
 » membres de l'autre Chambre. Les sénateurs sont choisis dans toutes les
 » provinces en observant autant que possible la proportion de leur popula-
 » tion. »

L'amendement de M. Le Grelle fut voté en substituant le présent au futur.

C'est donc après examen et discussion que le Congrès national fixa le
 nombre des députés au double de celui des sénateurs.

Lors de la revision constitutionnelle, l'honorable baron Surmont de Vols-
 berghe proposa de fixer le nombre des sénateurs à 100, mais les Chambres
 constituantes maintinrent dans le nouvel article 54 le même rapport entre le
 nombre des membres des deux Chambres.

Ce texte ne prêtait point à controverse, aussi fut-il interprété d'une façon
 uniforme par toutes les lois qui ont augmenté le nombre des députés.

C'est en vain que l'on objecterait le chiffre admis par la loi de 1839.

Cette loi, en effet, imposée par la séparation douloureuse que la Belgique
 venait de subir, avait pour seule portée de limiter le nombre des représen-
 tants à la portion, que la Belgique avait gardée dans les deux provinces
 cédées.

Elle date du 3 juin 1839 et est intitulée : « Loi portant des modifications
 à la loi électorale pour les provinces de Limbourg et de Luxembourg. »

Elle comprend quatre articles, dont le premier dispose que Hasselt
 élira 2 représentants et 1 sénateur, Tongres 2 représentants et Maeseyck
 1 représentant.

Ces deux derniers arrondissements éliront ensemble un sénateur.

L'article 2 décide que les arrondissements de Neufchâteau et Virton
 éliront ensemble un sénateur, et que ceux d'Arlon, Bastogne et Marche
 éliront ensemble un sénateur.

Cette loi n'avait donc point une portée générale et ne peut être invoquée
 par ceux qui voudraient aujourd'hui voir le nombre des représentants
 porté à 167.

Cette question fut mainte fois soulevée, au cours de l'histoire parlemen-
 taire :

Dans l'Exposé des motifs de la loi du 24 mai 1839, M. Rogier disait :

« Il résulterait d'abord que le nombre des représentants serait de 113
 » ou de 115 ; ces chiffres étant impairs, on ne pourrait exécuter rigoureuse-
 » ment l'article 54 de la Constitution aux termes duquel le Sénat doit se

» composer d'un nombre de membres égal à la moitié des députés de l'autre Chambre. »

M. Orts s'exprimait dans le même sens, en faisant rapport au nom de la section centrale sur la loi de 1866. Une section ayant proposé de porter à 125 le nombre des membres de la Chambre, la section centrale, dit le rapporteur, repoussa la proposition dans les termes que voici :

« Malgré l'exemple de 1839, excusé par une force majeure à jamais regrettable, la section centrale ne croit pas qu'il soit permis de rompre la proportion établie entre la Chambre et le Sénat par l'article 54 de la Constitution. »

Et M. Delcour, dans l'Exposé des motifs de la loi de 1878, corroborait cette façon de voir : « Par respect pour l'article 54 de la Constitution, disait-il, le nombre des représentants doit être pair. »

Les *Pandectes belges* résument ces affirmations en rappelant (aux mots : *Chambres législatives*) que : « c'est la loi qui détermine quel est le nombre des membres de la Chambre en tenant compte des articles 49 et 54 de la Constitution, d'après lesquels le nombre des représentants ne peut excéder la proportion d'un député sur 40,000 habitants et le nombre de sénateurs doit être égal à la moitié de celui des représentants. »

Le Gouvernement s'est donc conformé à l'esprit du texte constitutionnel aussi bien qu'à son interprétation constante en ne proposant point à la Chambre d'augmenter de quinze le nombre de représentants.

La question de savoir s'il convenait de s'arrêter aux chiffres de 166 ou à celui de 168 est moins facile à trancher par les précédents.

Ceux-ci, en effet, sont en sens divers.

L'honorable M. Woeste disait avec raison, dans le rapport qu'il présentait à la Chambre en 1892, que, si l'on est d'accord sur ces deux principes : de la répartition par province, puis par arrondissement, on ne l'est point sur les données qui doivent servir de base à la répartition : « Comment, disait-il, la population doit-elle être constatée? Ici la jurisprudence parlementaire n'a pas été uniforme. Tantôt elle s'en est tenue aux recensements, tantôt en a forcé les chiffres, tantôt on s'en est rapporté aux états de population. »

Le Gouvernement se trouve donc placé entre ceux qui auraient souhaité voir forcer le chiffre du dernier recensement pour décider la création de seize nouveaux sièges et ceux qui, dans l'opinion publique, ont défendu la thèse du maintien définitif du nombre actuel des députés. Cette dernière opinion a trouvé des défenseurs dans plusieurs sections, notamment dans la 1^{re} et dans la 5^e.

Le projet de loi, tout en approuvant pour l'avenir le principe de la fixation définitive, tient un juste milieu entre ces tendances. S'il refuse, d'une part, d'aller au delà des chiffres du dernier recensement, il ne veut point, d'autre part, limiter dès à présent le nombre des membres des deux Chambres.

Pour apprécier la solution préconisée par le Gouvernement, il faut d'abord observer que le texte de l'article 49 de la Constitution stipule que le nombre d'un représentant par 40,000 habitants est un maximum qui ne peut être dépassé.

Nul autre texte n'indique qu'il doive être atteint.

« L'article 28 (ancien), disait le chevalier de Theux de Meylandt, le 10 février 1851, *défend* d'excéder la proportion d'un représentant sur 40,000 habitants. »

« D'après cette base, posée dans la Constitution d'une manière restrictive, remarque d'autre part M. Delebecque, il faut dire d'abord avec M. Devaux que, de l'expression *ne peut excéder* résulte évidemment que, dans le doute, il faudrait se prononcer pour un député de moins et jamais pour un député de plus. » (*Commentaires législatifs des trois lois électorales*, n° 39).

En fait, qu'a voulu la Constitution ?

Assurer à toute fraction notable de la population une représentation au Parlement, mais, en même temps, limiter le nombre des députés.

Cela, dit M. Thonissen (*Constitution belge annotée*), pour deux motifs d'ordre différent : « d'un côté, comme les représentants n'exercent pas leurs fonctions à titre gratuit, leur nombre, étendu au delà des besoins réels du pays, pourrait entraîner des conséquences onéreuses pour le Trésor; de l'autre, les assemblées trop nombreuses donnent rarement l'exemple du calme, de la modération et de l'ordre qui doivent régner dans l'enceinte où se règlent les destinées de la patrie. Plus le nombre de leurs membres s'élève, plus les passions qui fermentent inévitablement dans leur sein éclatent avec violence. Il suffit que chaque arrondissement administratif ait le moyen de faire entendre sa voix et d'exercer une part d'influence en rapport avec le chiffre de la population. C'est dans les lumières et l'indépendance de ses représentants, plutôt que dans leur nombre, que le pays doit chercher les garanties que réclament son développement matériel et ses progrès moraux. »

L'honorable chevalier Descamps s'exprimait de même dans le rapport qu'il présentait au Sénat lors de la révision de l'article 54, en disant : « L'expérience semble avoir démontré que la mobilité et l'ardeur des passions croissent dans les corps délibérants en rapport direct du nombre de leurs membres. »

La loi de 1878 donna à M. Victor Jacobs, en face des critiques d'une partie de l'assemblée, l'occasion d'établir ce qu'il appela « la règle fixe », c'est-à-dire le maintien de l'extension du nombre des députés dans les limites du recensement.

On peut objecter, il est vrai, les conclusions du rapport que fit l'honorable M. Woeste sur la loi de 1892.

Le projet de loi et le rapport concluaient à ce que l'excédent soit forcé pour atteindre le nombre de 152 Représentants et 76 Sénateurs.

Mais l'honorable M. Woeste se basait alors sur la réunion de ces deux éléments : excédent important non représenté (69,321 habitants) et certitude quant au point de savoir à quels arrondissements les deux derniers sièges devaient appartenir. « Encore, disait l'honorable rapporteur, si l'attribution à des arrondissements déterminés des deux représentants et du sénateur supplémentaires pouvait présenter quelque doute, encore si l'on

» pouvait soutenir avec quelque apparence de fondement que la répartition
 » laisserait de l'incertitude au sujet des arrondissements ayant le plus fort
 » excédent, l'hésitation pourrait se comprendre, mais il ne semble pas que,
 » dans la conjoncture actuelle, pareille objection puisse être faite. »

Or, dans la présente loi, il n'en est point de même, ces deux éléments ne se retrouvent pas : l'Exposé des motifs, signé par l'honorable M. de Trooz, s'explique nettement à ce sujet : « L'excédent qu'il s'agit de parfaire en le
 » portant jusqu'à 40,000, n'est que de 13,810; alors qu'en 1869 il était de
 » 23,089 et en 1892 de 29,321.

» Mais une considération d'un caractère spécialement grave rend l'appli-
 » cation de la mesure en question inadmissible dans les circonstances
 » actuelles. »

» Il résulte, en effet, des chiffres de recensement général que l'attribu-
 » tion du dernier siège de représentant ne se ferait pas avec certitude et que
 » les titres de la province à laquelle il serait dévolu pourraient être très
 » sérieusement contestés. »

Au cours de la discussion que s'est produite en section centrale sur le nombre de sièges nouveaux qu'il fallait adopter, la question suivante a été posée au Gouvernement :

1° Quelle est, par arrondissement, l'augmentation de la population depuis le 31 décembre 1900 ?

Il a été répondu : » Le chiffre de la population au 31 décembre 1901 ne peut être établi à l'heure présente, parce que toutes les communes n'ont pas encore fourni les relevés du mouvement de la population et de l'état civil pour 1901. Ce n'est qu'après leur vérification par le bureau de la statistique générale que le chiffre de la population peut être établi; ce travail n'est généralement terminé que pour la fin du mois de mai, et le chiffre de la population publié au mois de juin au *Moniteur*. »

La Section centrale a pensé que les arguments qui avaient décidé le Gouvernement étaient péremptoires, et elle a adopté le chiffre de 14 sièges nouveaux pour la Chambre et 7 pour le Sénat, par 4 votes affirmatifs contre 2 votes négatifs.

III.

Si la détermination du nombre de sièges nouveaux a été l'objet de critiques, la répartition entre les divers arrondissements du pays n'a soulevé que des observations de détail. La répartition, d'ailleurs, s'appuie sur des règles fixes et précises.

Victor Jacobs, faisant rapport sur la loi de 1878, les résumait comme suit :

« 1° Jusqu'à la loi du 3 juin 1856, qui prescrit formellement de prendre
 » le recensement pour base de répartition, ce fut toujours un recensement
 » qui servait de base (1831 et 1847). Depuis que cela a été prescrit, la
 » prescription n'a jamais été observée. En 1859 et en 1866, on s'est basé
 » sur les états de population ;

» 2° Parfois la population constatée dans le royaume a été forcée de

- » façon à atteindre un sénateur de plus, en raison de la population présumée
- » à l'époque où la répartition devait produire des effets. C'est lorsqu'il ne
- » manquait qu'une portion relativement minime : 27,663 âmes en 1831,
- » 16,911 en 1859.
- » Lorsque l'écart était plus considérable, 64,681 en 1847, 53,649 en 1866,
- » on ne l'a pas fait ;
- » 3° Jamais, pas plus en 1831 et 1839 qu'en 1847 et 1866, le Gouverne-
- » ment n'a tenu compte de la population présumée pour la répartition entre
- » les provinces et la sous-répartition entre les arrondissements ;
- » 4° Toujours on a réparti d'abord par province, puis par arrondisse-
- » ment ;
- » 5° Jamais le système de compensation n'a été admis de province à pro-
- » vince ;
- » 6° D'arrondissement à arrondissement il l'a été exceptionnellement :
- » a) dans certains cas en 1831 ;
- » b) dans deux cas en 1847 ;
- » c) dans un cas en 1859.
- » Le système de compensation a été absolument abandonné en 1862 ;
- » 7° Le bénéfice de la possession, le respect du siège acquis a constam-
- » ment été observé, sauf pour Ypres, qui perdit en 1847 un demi-sénateur,
- » victime de la suppression des alternements. »

M. Olin, dans le rapport qu'il présentait au nom de la section centrale, le 1^{er} mai 1882, disait de même : « Les attributions actuelles ont été accueillies par toutes les sections et n'ont suscité aucune observation. Elles reposent, en effet, sur des principes certains que les antécédents semblent avoir consacré définitivement.

» Après avoir établi pour l'ensemble du pays le chiffre des membres de la législature, d'après le résultat total du dernier recensement, on opère le partage des nouveaux sièges entre les diverses provinces.

» Les provinces qui ont une ou plusieurs fractions de 40 ou 80,000 habitants, non représentés jusqu'alors, ont un droit absolu à une augmentation proportionnelle de leur députation. Les sièges supplémentaires sont ensuite attribués aux provinces à qui il reste les plus fortes fractions.

» La même règle s'applique à la sous-répartition qui se fait par arrondissement. »

Le Gouvernement a appliqué ces règles aux chiffres du recensement de 1900 et la section centrale a adopté le projet de répartition par quatre votes affirmatifs contre un vote négatif et une abstention.

IV.

Cependant, le procès-verbal de la 4^e section contient un amendement ainsi conçu :

« La section estime que pour permettre la bonne application de la R. P.

» et remplir les intentions du législateur de 1899, il y a lieu d'augmenter
» d'un député les représentants de l'arrondissement de Neufchâteau-Virton.

» (Signé) G. LORAND.

» D^r W. HEYENEN. »

L'amendement fut rejeté, au sein de la section, par 6 non, contre 2 oui et 2 abstentions.

La proposition fut néanmoins défendue par un membre de la section centrale, qui faisait état de cette double considération : 1° que l'arrondissement de Neufchâteau-Virton, par le fait qu'il ne comporte que deux députés, ne permet pas l'application adéquate du système de représentation proportionnelle qui est à la base de la loi électorale de 1899; 2° qu'à l'occasion de cette loi, il avait été énoncé que vraisemblablement un troisième siège serait accordé à l'arrondissement de Neufchâteau-Virton lors de la prochaine augmentation du nombre des députés. En effet, la section centrale chargée de l'examen de la dite loi, ayant posé une question au gouvernement, sur le maintien des collègues binominaux pour le Sénat et du collègue Neufchâteau-Virton pour la Chambre, le rapport de l'honorable M. de Jaer dit que la réponse du gouvernement fut la suivante :

« Jusqu'ici la généralité des partisans de la représentation proportionnelle n'avaient pas demandé plus que la suppression des arrondissements uninominaux et binominaux. Cette suppression est réalisée complètement pour la Chambre dans le projet du Gouvernement, à la seule exception de l'arrondissement de Neufchâteau-Virton. Mais cet arrondissement est de ceux à qui la prochaine répartition de représentants et de sénateurs accordera vraisemblablement un siège de plus à la Chambre. » Et la réponse du Gouvernement se termine par cette phrase : « Pour le Sénat, le Gouvernement s'est attaché, tout en supprimant les circonscriptions uninominales, à éviter de réunir un trop grand nombre d'arrondissements administratifs. »

Si puissantes que soient les considérations de fait invoquées pour donner satisfaction à la province de Luxembourg, le Gouvernement n'eût pu le faire qu'en brisant avec les règles ci-dessus rappelées. Une répartition par arrondissement ne donnait point un autre résultat que la répartition par province; il eût donc fallu établir au profit du Luxembourg une compensation en le faisant bonifier de l'excédent des autres provinces, ce qui a paru inadmissible.

V.

Des membres de la 4^e et 5^e section ont demandé que les excédents obtenus par les diverses listes fussent accumulés et répartis conformément au système exposé à la Chambre, dans un discours récent, par l'honorable M. Vandewalle.

Des membres de la minorité de la section centrale ont repris cette motion, mais la majorité n'a pas cru pouvoir les suivre, par cette raison préalable

que leur proposition touchait à l'organisation électorale elle-même et que le présent projet a pour seul but de mettre le nombre de représentants et de sénateurs en rapport avec le chiffre de la population accusé par le recensement de 1900.

La répartition des excédents doit donc faire l'objet d'un projet de loi distinct et ne saurait trouver place dans le texte du projet actuellement en examen.

C'est l'argument que la section centrale de 1866 opposait à une proposition d'un autre genre, en observant que la loi en discussion n'avait pour but que de donner à chacune des circonscriptions électorales une représentation adéquate à la population. La loi de 1902 ne fait rien de plus.

VI.

La section centrale s'est abstenue de trancher diverses autres questions, soulevées par les rapports des sections, mais étrangères, elles aussi, à l'objet du projet en discussion. Elle a cru devoir néanmoins attirer sur ces points, pour l'avenir, l'attention du Gouvernement et de la Législature.

Ainsi en est-il de l'imputation des étrangers dans les recensements décennaux. En 1866 déjà, l'une des sections avait posé cette question : « Les » étrangers résidents ou domiciliés, mais non naturalisés, comptent-ils dans » le recensement soit décennal, soit fait le 31 décembre d'après les registres de la population ? » et le rapporteur de la section centrale fit observer que, « dans les recensement généraux, on suit le principe de la population de » *fait*, c'est-à-dire qu'on inscrit toutes les personnes présentes à un jour » donné (31 décembre pour 1856); les étrangers sont compensés par les » nationaux absents, mais les étrangers ne sont pas inscrits sur les registres » de la population, car les registres sont établis d'après les principes de la » population de *droit*; on peut donc dire que les chiffres constatés par les » registres sont plus exacts que ceux d'un recensement général, en ce qui » concerne le nombre des habitants du pays ».

Des membres de la 4^e et de la 5^e section ont à leur tour repris cette motion et ont amené la section centrale à poser au Gouvernement la question suivante : « Quel est le nombre d'étrangers relevés dans chaque arrondissement par le dernier recensement ».

A quoi le Gouvernement a répondu le 23 février 1902 : « Quant au » nombre des étrangers relevés dans chaque arrondissement par le dernier » recensement, il ne sera connu que lorsque le bureau du recensement » aura reçu tous les modèles Vbis que les administrations communales » doivent lui fournir et qui contiennent ce renseignement. Or, une partie » seulement de ces relevés sont jusqu'ici parvenus à ce bureau, ils sont » vérifiés en partie, mais aucun arrondissement n'est complet. »

Si le texte constitutionnel et les débats du Congrès national sont muets sur l'interprétation du mot « habitants », il faut l'attribuer sans doute à ce fait qu'en 1831, le nombre d'étrangers résidant en Belgique était restreint et constituait une quantité négligeable en ce sens qu'il n'était pas en mesure

d'exercer quelque influence sur le nombre des représentants et sénateurs ni sur l'attribution aux diverses provinces et arrondissements.

Depuis lors, sont venus les chemins de fer, le perfectionnement des moyens de transport par eau, les développements du commerce, de la finance et de l'industrie, le cosmopolitisme moderne en un mot, qui fait de la Belgique une terre hospitalière dont les frontières sont franchies par un nombre considérable d'étrangers.

Le mot « habitants » a acquis, par ce fait, une portée tout autre que celle lui attribuée par la Constitution.

Le Gouvernement n'ayant pu renseigner la section centrale sur le nombre des étrangers compris dans le recensement de 1900, le recensement général a établi quel était le nombre de ceux-ci résidant en Belgique en 1890. En rapprochant ces chiffres des excédents non représentés par province, tels qu'ils sont établis par l'Exposé des motifs, on constate que la suppression des étrangers, dans la supputation des recensements décennaux, modifierait grandement la répartition des sièges.

Le tableau suivant le démontre :

PROVINCE.	Excédent non représenté au 31 décembre 1900.	(Étrangers recensés) en 1890.	Excédent, — étrangers déduits.	Nombre de sièges.	Excédent.	Sièges à attribuer.
Anvers	99,159	55,253	63,904	1	23,904	1
Brabant.	145,807	39,761	104,046	2	24,046	1
Flandre occidentale.	83,256	6,689	78,547	1	58,547	1
Flandre orientale.	69,971	6,930	63,071	1	23,071	
Hainaut.	102,954	20,446	82,508	2	2,508	
Liège.	66,175	47,015	19,162		19,162	
Limbourg.	796	5,227	— 4,431		— 4,431	
Luxembourg	19,200	8,026	11,174		11,174	
Namur	26,312	4,121	22,391		22,391	

La juxtaposition de ces chiffres : — excédents non représentés en 1900 — nombre d'étrangers recensés en 1890 —, n'est relevée qu'à titre indicatif et à seule fin de démontrer que l'imputation des étrangers exerce une influence directe sur le nombre et sur l'attribution des sièges de représentants.

Au cours de ces dix dernières années, la colonie étrangère s'est encore accrue. Le rapport sur l'administration de la ville d'Anvers, présenté au conseil, par le collège, constate, en 1900, pour la seule ville d'Anvers, la présence de 59,984 étrangers.

L'accroissement a pu modifier entre les diverses provinces, la proportion relevée en 1890, mais, sous le bénéfice de ces réserves, les chiffres ci-dessus démontrent que le nombre des représentants nouveaux aurait été réduit à 10

et que les quatre sièges qui n'auraient point été créés si les étrangers avaient été déduits, sont ceux attribués par le projet de loi : 4 à la Flandre occidentale, 4 à Liège, 4 à Verviers et 4 à Namur.

VII.

Plusieurs sections se sont émues de l'accroissement considérable des grands arrondissements et spécialement de celui de Bruxelles, et redoutant la prépondérance que lui assurent ses 21 représentants, ont demandé que l'arrondissement soit fractionné.

Ce n'est point d'aujourd'hui que cette prépondérance soulève des appréhensions : En 1866, Bruxelles ne comptait que 11 représentants. Au moment où la loi allait lui en donner 15, plusieurs sections manifestèrent déjà les craintes que nous voyons se reproduire en ce moment. L'une des sections soumettait à la section centrale le point de savoir si, vu l'accroissement rapide de la population de la capitale et de ses faubourgs, il n'y aurait pas lieu, soit de diviser le district de Bruxelles, soit de fixer d'avance, par une loi, le chiffre maximum des membres de la représentation nationale dans un arrondissement.. .

La 4^e section, à l'unanimité des 12 membres présents, attirait l'attention de la section centrale sur la nécessité « de modifier l'inégalité excessive qu'il » y a entre divers arrondissements, quant au nombre des membres de la » Législature, et sur les dangers que peut présenter l'accroissement énorme » de la représentation de l'arrondissement de Bruxelles. »

Et M. Orts, rapporteur, résumait comme suit le débat que cette motion avait soulevé en section centrale :

« Il a été proposé, au sein de la section centrale, de diviser le pays en » circonscriptions électorales de 40,000 ou 80,000 habitants, sans tenir » compte des divisions territoriales existantes. Le système actuel, et l'ap- » plication qui en est faite par le projet en discussion, semblent à » l'auteur de cette proposition, créer un privilège peu équitable au profit » des arrondissements populeux, et au détriment des petits. »

« La proposition de fixer un *maximum* de représentants et de sénateurs » par arrondissement a été à son tour soulevée. Les sections qui l'ont posée » n'ont pas dissimulé que l'accroissement rapide et continu de l'arrondisse- » ment de Bruxelles motivait leur opinion.

» Une discussion très vive sur ce point a abouti à ce résultat conciliateur, » qu'il n'y avait pas lieu de trancher le différend aujourd'hui, chacun con- » servant pour d'autres temps la liberté de ses opinions et de son initiative.

» Même majorité de quatre voix contre deux. »

Aujourd'hui ce n'est point 15 représentants, mais bien 18 qui sont donnés à l'arrondissement de Bruxelles, et demain ce sera 21.

Il est vrai de dire que l'on attendait de la représentation proportionnelle qu'elle supprimât ce que l'honorable M. de Jaer appelait, dans son rapport de 1899, « l'esprit de clocher », mais il semble au contraire que la représentation proportionnelle détermine une émulation entre les élus des divers

partis qui se partagent la représentation de l'arrondissement de Bruxelles.

Si ces honorables membres se divisent sur les questions d'ordre politique, social ou religieux, ils s'entendent pour soutenir ensemble toutes les questions matérielles intéressant Bruxelles, et certains de leurs collègues redoutent cette prépondérance d'intérêts en face des autres intérêts des arrondissements urbains moins importants, ou des districts ruraux.

Le tableau suivant relève le développement progressif des quatre grands arrondissements du pays, au point de vue de l'augmentation du nombre de leurs représentants et sénateurs :

	Bruxelles,		Anvers.		Gand.		Liège.	
	Repr.	Sén.	Repr.	Sén.	Repr.	Sén.	Repr.	Sén.
1831	7	3	4	2	6	3	4	2
1847	9	5	5	2	7	3	5	3
1859	11	6	5	3	7	3	7	3
1866	13	7	6	3	7	3	8	4
1878	14	7	7	4	8	4	8	4
1882	16	8	8	4	8	4	9	4
1892	18	9	11	5	9	4	11	5
					Gand-Eecloo.			
1902	21	11	13	6	11	5	12	6

Un membre de la minorité de la section centrale pense trouver le remède dans la fusion des petits arrondissements. Il ne faudrait pas, selon lui, redouter la jonction éventuelle de diverses provinces. Outre que cette proposition est opposée à la Constitution, il ne paraît pas qu'elle soit de nature à désarmer les appréhensions de ceux qui revendiquent une égalité relative entre la défense des intérêts locaux et qui désirent voir atténuer la prépondérance — vraiment très grande — de l'arrondissement de Bruxelles.

VIII.

Un membre de la minorité de la section centrale attire l'attention du Gouvernement sur la répartition actuelle des représentants entre les divers arrondissements. Il la tient pour injuste par cette double considération que, d'une part, il demeure des excédents non représentés et que, d'autre part, certains arrondissements ont un nombre d'élus plus considérable que celui auquel leur population donne droit. Il a ajouté produire cette observation en vue des répartitions à faire par les lois ultérieures.

Il n'est pas sans intérêt de faire observer à ce sujet que le maintien des droits acquis n'a jamais été mis en discussion jusqu'ici.

IX.

Il a été demandé, dans la 5^e section, si les élections prochaines se feraient d'après le régime majoritaire ou avec application du système de représentation proportionnelle instauré par la loi de 1899, — s'il n'y aurait

point lieu de différer jusqu'en 1904 la nomination des représentants et des sénateurs nouveaux attribués aux provinces non soumises à réélection en 1902; — si les nouveaux élus pouvaient être pourvus de suppléants.

Ces questions n'ont pas eu d'écho en section centrale.

Les textes même du rapport et de la loi de 1899 ne laissent point de doute sur la solution de la 1^{re}.

Le rapport de l'honorable M. De Jaer prévoit l'hypothèse de l'élection isolée. « Si, dit-il, postérieurement à la mise en vigueur de la loi, une élection isolée devait avoir lieu, le système majoritaire serait applicable. Mais il semble préférable de supprimer, dans cette hypothèse, les ballottages et d'admettre que cette élection isolée se fasse à la majorité relative. A cet effet, la section centrale vote à l'unanimité l'amendement suivant, qui pourrait former le premier paragraphe de l'alinéa A, article 5 : « Lorsqu'il n'y a qu'un seul membre à élire pour l'une des deux Chambres, l'élection se fait en un seul tour de scrutin à la majorité relative. » »

Cet amendement devint le deuxième paragraphe du littera A de l'article 5, sous la rédaction suivante : « Lorsqu'il n'y a qu'un seul membre à élire, le candidat qui a obtenu le plus grand nombre de voix est élu. »

En réponse à la deuxième question ci-dessus, il faut remarquer que si l'élection d'une partie des nouveaux représentants et sénateurs était ajournée à 1904, on pourrait soutenir avec raison que la représentation nationale n'est pas l'expression de la volonté du corps électoral tout entier.

Le point de savoir si les candidats isolés pourront être pourvus de suppléants semble trouver sa solution dans les termes généraux de l'article 5 (254 de la loi de 1899) ainsi conçu :

« Lors de la présentation de candidats aux mandats de représentant ou de sénateur, réglée par l'article 164, il peut être présenté en même temps que ceux-ci et dans les mêmes formes des candidats suppléants. »

Toutefois, la question soulevant des doutes, il importe qu'elle soit élucidée avant la mise en vigueur de la présente loi et que, au besoin, le texte de l'« instruction pour l'électeur », annexé à la loi de 1899, reçoive une rédaction nouvelle.

X.

51 membres se sont rendus dans les sections pour examiner le projet de loi; ils se sont prononcés comme suit sur l'ensemble du projet :

SECTIONS :			
1 ^{re} section	7 oui		1 abstention.
2 ^e —	4 —	2 non	1 —
3 ^e —	5 —	2 —	1 —
4 ^e —	8 —		3 —
5 ^e —	5 —	1 non	3 —
6 ^e —	6 —	2 —	
	35 oui	7 non	9 abstentions.

La section centrale nous, j'avons dit, a admis le chiffre du projet de loi par 4 votes affirmatifs contre 2 négatifs et la répartition proposée par 4 votes affirmatifs contre un négatif et une abstention.

Le Rapporteur,
HENRY DELVAUX.

Le Président,
SCHOLLAERT.

TABLE DES MATIÈRES.

- I. *Les précédents.*
- II. Pourquoi 14 nouveaux sièges et pas 13 ou 16 ?
- III. La répartition.
- IV. L'arrondissement de Neufchâteau-Virton.
- V. Répartition des excédents.
- VI. Les droits acquis.
- VII. Les étrangers.
- VIII. Les grands arrondissements et l'arrondissement de Bruxelles.
- IX. Questions diverses.
- X. Les votes.

NOTE DE LA MINORITÉ.

La proposition que nous avons soumise à la section centrale et qui a été rejetée par la majorité de cette section, consiste à porter à 168 le nombre des membres de la Chambre et à 84 celui des sénateurs, c'est-à-dire à attribuer à la Chambre deux députés de plus, au Sénat un membre de plus que ne le fait le projet du Gouvernement accueilli par la majorité de la section centrale.

Cette proposition est tellement juste en elle-même, que l'on se demande par quels motifs il est possible de la combattre; elle est tellement conforme aux précédents qui sont l'œuvre immédiate et directe du Gouvernement et de la majorité actuels, qu'on se demande comment il leur est possible de ne pas l'accueillir.

En effet, voici en quels termes s'exprimait le Gouvernement dans l'Exposé des motifs du projet qui devint la loi de 1892 et porta à 152 le nombre des représentants, à 76 celui des sénateurs.

« La loi du 2 juin 1856 ordonne qu'il soit procédé tous les dix ans à un recensement général de la population dans toutes les communes du royaume. Ce recensement sert de base à la répartition des membres des Chambres législatives, conformément aux articles 49 et 54 de la Constitution.

» Le dernier recensement général, en date du 31 décembre 1890, constate, pour tout le royaume, une population de 6.069,524 habitants. L'augmentation annuelle de la population étant de plus de 50,000 âmes en moyenne, on reste évidemment bien en deçà de la réalité, en ne comptant qu'un accroissement général de 10,679 habitants pour une période de plus de quinze mois.

» Le principe consistant à fixer le nombre des députés d'après le chiffre de la population réelle à l'époque de la loi de répartition est conforme au prescrit de la Constitution. Il a reçu sa première application au sein du Congrès national. »

Eh bien, voici le raisonnement du Gouvernement de 1892 appliqué au cas de 1902 :

Le recensement arrêté au 31 décembre 1900 porte à 6,693,810 le nombre des habitants du pays ; le recensement de 1890 attribuait à la Belgique une population de 6,069,224 habitants; l'accroissement annuel est dès lors, pour cette période, de 62,459 habitants. Au 22 janvier 1902, c'est-à-dire à la date du dépôt du projet de loi, la population est donc d'au moins 6,757,998 habitants, population égale à la population recensée, y compris treize mois moins dix jours d'accroissement ou 64,188 habitants. Si l'on adopte le nombre des députés proposé par le Gouvernement, 166, il est clair qu'il y aura 111,799 habitants non représentés dans le pays. Si l'on adopte le chiffre

proposé par nous, 168 députés, il restera encore un excédent non représenté de 37,998 habitants. Si l'on s'en tenait au chiffre du recensement du 31 décembre 1900 et que l'on adoptât le nombre des représentants proposé par le Gouvernement, il y aurait 53,810 habitants non représentés. Pour leur assurer une représentation légitime, il suffit d'augmenter de 26,490 habitants cet excédent, c'est-à-dire de ramener à une expression *bien en deça de la vérité* (langage du Gouvernement en 1892) l'accroissement de la population du 31 décembre 1900 au 22 janvier 1902, puisque, d'après les moyennes décennales, elle s'est accrue dans l'intervalle de 64,188 habitants, deux fois et demie autant. Ce raisonnement est même invincible devant ceux qui considèrent en principe que le chiffre du recensement doit rester la base de toute répartition nouvelle.

C'était ce que pensait M. Woeste, rapporteur en 1892, mais il faisait fléchir la rigueur de ce principe devant l'importance de l'excédent. Eh bien, est-ce que 53,810 habitants ne sont pas un excédent suffisant pour autoriser à le forcer jusque 80,000? Et par quel raisonnement réussira-t-on à échapper à cette conclusion légitime? On nous dit que le Gouvernement a pris une position mitoyenne entre des opinions extrêmes, et l'une de ces opinions consiste à trouver nécessaire de limiter l'accroissement du nombre des députés. L'autre opinion extrême est celle du même Gouvernement en 1892. Pour que le Gouvernement pût être sollicité à résoudre cet étrange conflit, il faudrait au moins que cette idée, lancée dans la presse, d'une limitation nécessaire du nombre des députés, eût subi l'épreuve d'une discussion sérieuse. Comment, sans les plus graves motifs, arrêter l'extension du Parlement au moment où la Démocratie se constitue, où la représentation proportionnelle ouvre et doit ouvrir la Chambre à la diversité des opinions et des intérêts?

Mais dans cette hypothèse même, le Gouvernement, en maintenant le chiffre de la population exigible par représentant, ce qui était d'une élémentaire justice, ne peut échapper à l'accusation d'arbitraire dans l'interprétation tout à fait inattendue donnée en 1902 à ce qu'il appelait solennellement, en 1892, *le prescrit de la Constitution*.

Le Gouvernement a senti lui-même combien il était grave de méconnaître ce prescrit et de laisser une population de 111,799 habitants sans représentation. Il a bien compris qu'il ne suffisait pas même de signaler, comme il le fait, que l'excédent à parfaire jusque 40,000 n'était que de 13,810 habitants, parce qu'il ne pouvait ignorer que le complément de cet excédent, qui est celui du recensement, serait prélevé sur un *accroissement réel de 64,188 habitants au moins* depuis lors, et que, le *complément prélevé*, il en resterait bien près de 40,000 non représentés.

Il a invoqué un argument qui lui a paru spécialement décisif et qui se rapporte à la répartition des sièges : c'est qu'il y aurait des doutes sur l'attribution de l'un deux. Ces doutes lui ont suffi non seulement pour abandonner l'idée de parfaire l'excédent, mais pour abandonner à la fois le quinzième et le seizième représentants. Eh bien! y eût-il doute sur l'attribution du seizième siège, dans aucun cas le doute ne pouvait être tranché dans le sens d'une non-attribution et d'une mutilation de la représentation nationale.

Il y a à cela deux raisons péremptoires : La première est une raison de droit constitutionnel. Elle dérive de l'article 32 de la Constitution, qui domine toute l'organisation de la représentation nationale. Les membres des deux Chambres représentent la nation, et non uniquement la province ou la subdivision de province, qui les a nommés. La Belgique est un état *unitaire*, non un état *fédératif*. La nation, dans son *unité indivise*, est donc représentée partout, les collèges locaux ne sont que les organes multiples d'une nation considérée partout dans son *indivisibilité*. Le scrupule du Gouvernement serait compréhensible et fondé en Suisse, il ne l'est pas en Belgique.

La seconde raison est une raison de fait ; c'est que, actuellement, il y a des arrondissements qui ont conservé leur représentation antérieure sans avoir conservé le chiffre exigé de la population. Un collège auquel le nouveau représentant serait attribué pourrait être le bénéficiaire d'une erreur de calcul, mais la représentation nationale, dont il serait l'organe, ne serait ni viciée, ni mutilée.

Mais en fait, est-il même possible que des doutes subsistent sérieusement sur l'attribution de ce siège ?

Non, parce qu'il suffit, pour lever tout doute sérieux, de faire ce que l'on a fait en 1892 : prendre la date du dépôt du projet de loi, 22 janvier 1902, et prolonger pour les provinces en compétition, jusqu'à cette date, le calcul de l'accroissement *probable* de la population respective des provinces, comme on l'a fait légitimement pour la nation, dans son ensemble, en se basant sur les moyennes décennales d'accroissement. La justice ne réclame rien de plus, et ce qu'elle réclame par-dessus tout, c'est l'application exacte *du prescrit de la Constitution*. Il est inadmissible que, sous le prétexte que l'application d'un principe de justice présente des difficultés d'un ordre secondaire, on sacrifie l'application même du principe.

Les lignes suivantes, de l'*Exposé des motifs*, nous avaient déterminé à poser une question au Gouvernement : Le Gouvernement se réserve de » déposer ultérieurement un projet de loi tendant à restreindre dans certaines limites, l'extension future de la représentation nationale. » Il nous paraissait d'un grand intérêt de savoir, si le dépôt de ce projet était prochain, et surtout quelle en devait être l'économie dans la pensée du Gouvernement. La section centrale a jugé la question inutile et inopportune. C'est au sein du Parlement même, qu'il nous appartiendra de combattre l'idée même de cette limitation, et plus encore tout projet qui, en créant des conditions inégales dans la répartition des sièges, atteindrait directement les principes mêmes de la Constitution, et réveillerait des antagonismes redoutables pour l'unité même de la nation.

Il reste une protestation à consigner dans cette note. On a accueilli l'idée d'opérer la division de l'arrondissement de Bruxelles sous le prétexte que, comptant 21 représentants, il peut peser d'un trop grand poids sur les résolutions du Gouvernement.

Cette proposition semble, à première vue, une cruelle ironie. Nous entendons périodiquement les griefs amers de la députation bruxelloise ; la légitimité de ces griefs, passés au crible de l'antagonisme des partis, ne peut

être douteuse, et la prépondérance politique de cette députation est tellement illusoire, que s'il y avait coalition, c'est plutôt à la coalition des arrondissements ruraux qu'il faudrait songer contre celui auquel la capitale a peut-être l'infortune d'appartenir.

Mais la question a une portée bien plus décisive encore. Mutiler cet arrondissement, c'est atteindre la représentation proportionnelle dans ses conditions normales de fonctionnement, parce que c'est fatalement augmenter l'importance des excédents, des déchets non représentés. C'est opérer un mouvement rétrograde qui ne peut manquer d'avoir pour effet de compromettre l'un des éléments de l'organisation parlementaire auquel les partis ont, d'un commun accord, demandé l'équilibre, l'apaisement. Il est clair que la direction à suivre est tout opposée. La grande inégalité des circonscriptions a eu pour effet de rendre la représentation totale encore improportionnelle : la majorité actuelle en dérive ; au lieu de réduire les grands arrondissements, c'est concentrer les petits qu'il faut faire ; c'est la seule voie à suivre pour éviter la prépondérance éventuelle des grandes circonscriptions, c'est la seule qui permettra à la représentation proportionnelle de réaliser son œuvre de justice proportionnelle. Il faut donc condamner ici cette double entreprise et protester énergiquement contre ces efforts rétrogrades propres à ajouter encore à la désorganisation parlementaire et à nos antagonismes.

H. DENIS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 MAART 1902.

Ontwerp van wet tot vermeerdering van het getal leden der Wetgevende Kamers (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER Henry DELVAUX.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, waarover de Kamer dient te beraadslagen, ontspruit uit den oorsprong zelf van 's lands onafhankelijkheid. « De grondwet van » 't koninkrijk der Nederlanden, zegt de heer Delbecque in zijn *Commentaire des lois électorales*, bekrachtigde deze stuitende onrechtvaardigheid, » dat er eene gelijke vertegenwoordiging werd gegeven aan de noordelijke » provinciën, welke laatste echter tweemaal de bevolking van eerstgemelde » telden.

» Dat was de eerste oorzaak der omwenteling van 1830 en gaf aanleiding » tot al de grieven. »

Zonder die bewering gansch tot de onze te maken, dient evenwel herinnerd dat de leden van 't voorloopig Comité, toen zij eene grondwet voor ons land hadden op te maken, bij het indeelen der leden van het nationaal Congres zorgvuldig rekening hielden met de bevolking der verschillende provinciën.

Bij besluit van 12 October 1830, ondertekend door de heeren De Potter, graaf Felix de Merode, Alex. Gendebien, Ch. Rogier, Sylvain Vandewyer, werd bepaald : « Het getal afgevaardigden, in ieder district te benoemen, is vastgesteld als volgt :

BESTUURSDISTRICT.

	Brussel	14	
Zuid-Brabant	{	Leuven.	7
		Nijvel	6
		<hr/>	27

(1) Wetsontwerp n^o 55.

(2) De middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren HELLEPUTTE, DENIS, BUYL, DAVIGNON, HENRY DELVAUX, FREDERIK DELVAUX.

Limburg.	{	Maastricht.	7
		Hasselt.	5
		Roermond	5
			<hr/>
			17
Luik	{	Luik	9
		Verviers	5
		Hoei	3
		Borchworm	2
			<hr/>
			19
Oost-Vlaanderen	{	Gent	12
		Oudenaarde	5
		Aalst	6
		Sint-Nicolaas	6
		Dendermonde	4
		Eekloo	2
			<hr/>
			35
West-Vlaanderen	{	Brugge	5
		Oostende.	2
		Diksmuide	2
		Veurne	2
		Ieperen	4
		Kortrijk	7
		Thielt	3
		Roeselare	3
			<hr/>
			28
Henegouw	{	Bergen	6
		Doornik	8
		Charleroi	5
		Zinik	4
		Ath	4
		Thuin	3
			<hr/>
			30
Namen	{	Namen	5
		Dinant	3
		Philippeville	2
			<hr/>
			10
Antwerpen.	{	Antwerpen	8
		Mechelen	5
		Turnhout	5
			<hr/>
			18

Luxemburg.	}	Luxemburg.	3
		Aarlen	2
		Bastenaken.	1
		Diekirch.	2
		Grevenmacher.	2
		Marche	2
		Neufchâteau	2
		Virton	2
		16	

Bij besluit van 30 October 1830, werd bepaald dat de kiezers, « door eene » zelfde afzonderlijke verkiezing, evenveel plaatsvervangende leden als afge- » vaardigden zouden benoemen ».

Den 24^o December 1830, bracht de heer Raikem in het Congres verslag uit over 't getal afgevaardigden en zegde : « De beraadslaging in de afdee- » lingen gaf aanleiding tot de drie volgende vragen : 1^o Wordt het getal » afgevaardigden door de Grondwet bepaald ? 2^o Geeft zij een maximum op ? » 3^o Stelt zij als beginsel dat het getal afgevaardigden naar de bevolking » wordt berekend ? »

» Op de twee eerste vragen, antwoordde de middenafdeeling ontkennend, » op de derde bevestigend. »

Ter zitting van 6 Januari 1831, nam het Congres zonder beraadslaging artikel 24 aan, dat luidde als volgt :

» De kieswet bepaalt het getal afgevaardigden naar de bevolking ; dit » getal mag niet hooger zijn dan 1 afgevaardigde voor 40.000 inwoners.

« Ze bepaalt insgelijks de vereischten om kiezer te zijn, alsmede den » gang der kiesverrichtingen. »

Door toepassing van dit artikel, stelde de wet van 3 Maart 1831, gesteund op eene bevolking van meer dan 4,080,000 inwoners, het getal afgevaardigden vast op 192 en dit der senatoren — dat, volgens artikel 54 der Grondwet, de helft moest bedragen — op 52, ingedeeld als volgt :

Antwerpen	9	afgevaardigden,	4	senatoren.
Brabant	14	—	7	—
Henegouw	15	—	7	—
Limburg.	9	—	4	—
Luik	9	—	5	—
Luxemburg.	8	—	4	—
Namen.	5	—	3	—
Oost-Vlaanderen	18	—	9	—
West-Vlaanderen	15	—	8	—
	102		51	

Sedert dien tijd werden die cijfers zevenmaal door de wet gewijzigd.

In 1839, ontnam het verdrag der XXIV artikelen aan België de helft van

twee zijner provinciën en werd door de wet van 3 Juni 't getal volksvertegenwoordigers verminderd tot 95 en dit der senatoren tot 47.

Ondervermelde wetten verhoogden het getal leden van beide Kamers in deze verhouding :

Wet van 31 Maart 1847.	108	volksvertegenwoordigers,	54	senatoren.
— 24 Mei 1859 . . .	116	—	58	—
— 7 Mei 1866 . . .	124	—	62	—
— 20 April 1878 . . .	132	—	66	—
— 9 Mei 1882 . . .	138	—	69	—
— 12 Mei 1892 . . .	152	—	76	—

Eindelijk, stelt het wetsontwerp, door de Regeering den 22ⁿ Januari 1902 overgelegd, voor. het getal volksvertegenwoordigers te verhoogden tot 166 en dit der senatoren, rechtstreeks door het kiezerskorps verkozen, tot 83.

II.

De volkstelling op 31 December 1900, geeft eene totale bevolking van 6.693.810 inwoners.

Leden der 2^e, 3^e, 4^e en 6^e afdeeling vroegen waarom de Regeering zich bepaalde tot het cijfer van 166 volksvertegenwoordigers; de eenen waren van oordeel dat dit getal tot 167 diende verhoogd, en anderen hadden voor het overschot van 15,810 inwoners. na de 167^e plaats niet vertegenwoordigd, nog eene plaats gewild, derwijze om het land 168 afgevaardigden te laten verkiezen.

Eerst en vooral dient onderzocht of de Kamers mogen beslissen het getal volksvertegenwoordigers op 167 te brengen.

Het tegendeel schijnt zeker.

De tekst van artikel 53 der Grondwet van 1831 bepaalt :

« Het getal senatoren bedraagt de helft van 't getal leden der andere Kamer. »

Die tekst is geene toevallige uitdrukking, maar wel 't gevolg van langdurende betwisting in het nationaal Congres, om te weten hoe de Hoogere Kamer diende ingericht : « Sommigen — zegde de heer Devaux in zijn verslag van 4 December 1850 — waren van oordeel dat dit getal de helft moest bedragen van dit der leden van de andere Kamer; anderen vroegen dat het de twee derden zou beloopten of 1 op 100,000 inwoners. 40, 60 of 80; nog anderen achtten dat dit getal niet zonder het grootste gevaar beperkt kon worden; velen onderzochten niet eens dit punt. »

Den 11ⁿ December, stelde de heer Devaux in een tweede verslag onderstaanden tekst voor :

« De Senaat zal bestaan uit 40 tot 60 leden. Evenwel mag het Hoofd van den Staat, met voorafgaande instemming der verkozen Kamer, een grooter getal senatoren benoemen. In dat geval, zal de verkozen Kamer eene nieuwe grens bepalen voor 't getal senatoren, dat zonder dezelfde instemming evenmin overtroffen mag worden. »

Bij wijze van amendement, vroeg de heer Van Meenen 43 verkozen leden, benevens senatoren afgevaardigd door de groote Staatskorpsen : « Gerechts- » hoven, provincieraden, gemeenteraden van steden met meer dan 30,000 » inwoners, de geleerde korpsen, de bisschoppen, de burgerwacht en het » leger. » Die lange opsomming verwekte 't gelach der vergadering, wat evenwel graaf d'Aerschot niet verhinderde voor te stellen, daaraan nog toe te voegen « de voorzitters der rechtbanken van koophandel en de stafhou- » ders van de orde der advocaten. »

Toen vroeg de heer Le Grelle dat het artikel aldus zou luiden :

« Het getal senatoren bedraagt de helft der leden van de andere Kamer. »

Dit voorstel werd overgenomen in een ander amendement, door den heer Jottrand voorgesteld, en luidende :

« De Senaat is samengesteld uit een getal leden, gelijk aan de helft der » andere Kamer. De senatoren worden verkozen in al de provinciën, zoo- » veel mogelijk gelcet op de verhouding van hare bevolking. »

Het amendement van den heer Le Grelle werd aangenomen.

't Is dus na onderzoek en bespreking dat het nationaal Congres 't getal afgevaardigden bepaalde op het dubbel van dit der senatoren.

Tijdens de grondwetsherziening, stelde de achtbare baron Surmont de Volsberghe voor, het getal senatoren op 100 te bepalen, doch de grondwetgevende Kamers handhaafden in het nieuw artikel 54 dezelfde verhouding tusschen 't getal leden van beide Kamers.

Die tekst was niet te betwisten; ook werd hij steeds in denzelfden zin uitgelegd door al de wetten tot vermeerdering van 't getal afgevaardigden.

Te vergeefs zou men zich beroepen op het cijfer, door de wet van 1839 aangenomen.

Trouwens had die wet, opgedrongen door de smartelijke scheiding die België had geleden, alleen ten doel het getal vertegenwoordigers te beperken tot het gedeelte dat België behouden had van de twee afgestane provinciën.

Zij dagteekent van 3 Juni 1839 en draagt als titel : « Wet tot wijziging der kieswet voor de provinciën Limburg en Luxemburg. »

Ze bestaat uit vier artikelen, waarvan het eerste zegt dat Hasselt 2 volksvertegenwoordigers en 1 senator zal verkiezen, Tongeren 2 volksvertegenwoordigers en Maaseik 1 volksvertegenwoordiger.

Beide laatste arrondissementen verkiezen te zamen een senator.

Artikel 2 beslist dat de arrondissementen Neufchâteau en Virton te zamen eenen senator zullen verkiezen en dat de arrondissementen Aarlen, Bastenaken en Marche te zamen eenen senator verkiezen.

Dus was die wet niet van algemeene strekking en kan ze niet worden intgeroepen door hen die thans het getal volksvertegenwoordigers tot 167 wenschen te verhoogen.

In den loop onzer parlementaire geschiedenis, werd die vraag menigmaal opgeworpen.

In de toelichting der wet van 24 Mei 1859, zegde de heer Rogier :

« Het eerste gevolg zou wezen dat het getal volksvertegenwoordigers

» 113 of 115 bedragen zou ; vermits die cijfers onpaar zijn, ware 't moeilijk
 » artikel 54 der Grondwet streng uit te voeren, want het zegt dat de
 » Senaat de helft van 't getal leden van de andere Kamer moet tellen. »

De heer Orts sprak in denzelfden zin, toen hij uit naam der middenafdeeling verslag uitbracht over de wet van 1866. Eene afdeeling had voorgesteld het getal leden der Kamer op 125 te brengen, doch de middenafdeeling, zegt de verslaggever, wees in de volgende bewoordingen dit voorstel van de hand :

« Ondanks het voorbeeld van 1839, te verontschuldigen door eene voor
 » immer betreuenswaardige overmacht, acht de middenafdeeling het
 » ongeoorloofd de verhouding te verbreken, die artikel 54 der Grondwet
 » tusschen Kamer en Senaat bepaalt. »

En in de toelichting der wet van 1878, beaamde de heer Delcour die zienswijze : « Uit eerbied voor artikel 54 der Grondwet, zegde hij, moet het getal
 » volksvertegenwoordigers even zijn. »

De *Pandectes belges* vatten die verklaringen samen, door (onder de woorden : *Wetgevende Kamers*) te herinneren dat « het de wet is, welke
 » bepaalt wat het getal leden der Kamers is, rekening gehouden met
 » artikelen 49 en 54 der Grondwet, volgens welke 't getal volksvertegen-
 » woordigers niet meer mag bedragen dan de verhouding van één afge-
 » vaardigde voor 40,000 inwoners en het getal senatoren gelijk moet zijn
 » aan de helft van dit der volksvertegenwoordigers. »

Dus gedroeg de Regeering zich naar den geest van den tekst der Grondwet, zoowel als naar de gestadige uitlegging van dien tekst, wanneer zij de Kamer niet voorstelde 't getal volksvertegenwoordigers met vijftien te verhoogen.

De vraag of men zich dient te houden aan 't cijfer 166 of 168 is moeilijker op te lossen door wat vroeger werd gedaan.

Want er is in verschillenden zin beslist.

Met reden zegde de achtbare heer Woeste, in 't verslag dat hij in 1892 bij de Kamer overlegde, dat zoo men het eens is over deze twee beginselen : indeeling per provincie, vervolgens per arrondissement, men het geenszins is over de grondslagen van de indeeling : « Hoe, vroeg hij, moet de bevolking
 » worden vastgesteld ? Hierop was het parlementaire gebruik niet steeds
 » gelijk. Nu hield het zich aan de volkstelling, dan werden de cijfers over-
 » dreven en soms ook gedroeg men zich aan de bevolkingstaten. »

Dus staat de Regeering tusschen hen die het cijfer van de jongste volkstelling hadden willen overdrijven om zestien nieuwe plaatsen te kunnen begeben, en hen die, in de openbare meening, de stelling verdedigden dat het huidige getal afgevaardigden dient behouden. Laatstbedoeld gevoelen vond in vele afdeelingen, met name de 1^o en 5^o, voorstanders.

Het wetsontwerp neemt voor de toekomst het beginsel aan van bepaalde vaststelling, doch houdt thans een billijk midden tusschen beide strekkingen. Weigert zij eenerzijds verder te gaan dan de cijfers der jongste volkstelling, toch wil zij anderzijds vooralsnu het aantal leden van beide Kamers niet beperken.

Om de door de Regeering aanbevolen oplossing te beoordeelen, dient eerst en vooral aangemerkt dat naar luid van den tekst van artikel 49 der Grondwet, het getal van één volksvertegenwoordiger voor 40,000 inwoners een niet te overtreffen maximum is.

Geen andere tekst duidt aan dat het bereikt moet worden.

« Artikel 25 » (het toenmalige), zegde ridder de Theux den 10^{en} Februari 1831, « verbiedt de verhouding van 1 volksvertegenwoordiger voor »
 » 40,000 inwoners te boven te gaan. »

» Naar dien grondslag, beperkenderwijs in de Grondwet gelegd, zegt »
 » anderzijds de heer Delebecque, dient vooreerst met den heer Devaux »
 » aangenomen dat de uitdrukking *niet te boven gaan* blijkbaar bewijst dat »
 » men, ingeval van twijfel, eenen afgevaardigde minder, doch nooit eenen »
 » meer zou moeten nemen. » (*Commentaires législatifs des trois lois électo-*
rales, n^o 39).

Wat wilde nu eigenlijk de Grondwet?

Iedere merkelijke breuk der bevolking in 't Parlement laten vertegenwoordigen, doch tevens het getal afgevaardigden beperken.

En wel, zegt de heer Thonissen (*Constitution belge annotée*), om twee redenen van verschillenden aard : « vermits eenerzijds de volksvertegen- »
 » woordigers hun ambt niet kosteloos uitoefenen, kan het uitstrekken van »
 » hun getal boven de wezenlijke behoeften des lands, schadelijke gevolgen »
 » voor de Schatkist hebben; anderzijds, geven al te talrijke vergaderingen »
 » zelden een voorbeeld van kalmte, gematigdheid en van de orde, die heer- »
 » schen moet in de omgeving waar 's lands lotsbestemming wordt geregeld. »
 » Hoe grooter 't getal leden, hoe heviger de driften, die onvermijdelijk in »
 » hun midden broeien, tot uitbarsting komen. Het volstaat dat ieder be- »
 » stuurs-arrondissement het middel bezitte om zijne stem te laten hooren »
 » en zooveel invloed uit te oefenen als overeenkomt met het cijfer der »
 » bevolking. Veeleer in de kennis en de onafhankelijkheid hunner vertegen- »
 » woordigers dan in dezer aantal, moet het land de waarborgen zoeken, »
 » die zijne stoffelijke ontwikkeling, zijn zedelijke vooruitgang vergt. »

De achtbare ridder Descamps uitte zich in denzelfden zin, in het verslag, door hem bij den Senaat ingediend tijdens de herziening van artikel 54, toen hij zegde : « Uit de ondervinding schijnt te blijken dat de beweegbaarheid »
 » en de vurigheid der driften in beraadslagende lichamen toenemen, naar- »
 » mate 't getal hunner leden vermeerdert. »

De wet van 1878 stelde den heer Victor Jacobs, tegenover het strijdig gevoelen van een deel der vergadering, in de gelegenheid den « vasten regel » te bepalen, zooals hij het heette, dat is het getal afgevaardigden te blijven uitbreiden binnen de grenzen der volkstelling.

Wel is waar kan daartegenover worden gesteld het besluit van 't verslag van den achtbaren heer Woeste over de wet van 1892.

Het wetsontwerp en het verslag besloten tot overdrijving van het overschot, om het getal van 152 volksvertegenwoordigers en 76 senatoren te bereiken.

Doch toen ging de achtbare heer Woeste uit van deze twee bijeenko-

mende bestanddeelen : aanzienlijk overschot (69.524 inwoners) niet vertegenwoordigd, en zekerheid over de arrondissementen wien de twee laatste plaatsen moesten toekomen. « Mocht soms », zegde de achtbare verslaggever, « het toekennen van de twee bijkomende volksvertegenwoordigers en » den meerderen senator eenigen twijfel verwekken; al kon er ook met » eenigen schijn van reden worden beweerd dat de verdeeling onzekerheid » laat bestaan over de arrondissementen die het grootste overschot hebben, » dan ware aarzeling te begrijpen: doch in het huidige geval schijnt dergelijke tegenwerping onmogelijk. »

Dat is niet het geval met de onderhavige wet, want die twee bestanddeelen zijn niet aanwezig. Dit wordt duidelijk gezegd in de toelichting door den achtbaren heer de Trooz : « Het overschot, dat voor 40,000 zou moeten » gelden, bedraagt slechts 15,810, terwijl het 25,089 bedroeg in 1859 en » 29,524 in 1892.

» Doch eene beschouwing van bijzonder gewichtigen aard maakt, in de » huidige omstandigheden, de toepassing van den besproken maatregel » onaanneembaar.

» Trouwens, uit de cijfers van de algemeene volkstelling blijkt dat de » toekenning van den laatsten zetel in de Kamer niet met zekerheid kan » gebeuren en de aanspraak van de provincie, welke hem zou bekomen, » voor zeer ernstige betwisting vatbaar is. »

Tijdens de beraadslaging ter Middenafdeeling, over het te bepalen getal nieuwe plaatsen, word onderstaande vraag aan de Regeering gesteld :

1^o Hoeveel bedraagt in ieder arrondissement de toeneming der bevolking sedert 31 December 1900? .

Daarop werd geantwoord : Vooralsnu kan het cijfer der bevolking op 31 December 1901 niet worden opgegeven, omdat nog niet alle gemeenten den staat der beweging van de bevolking en van den burgerlijken stand voor 1901 inleverden. Eerst nadat deze staten onderzocht zijn door het bureel voor algemeene statistiek, kan het bevolkingscijfer worden bepaald; doorgaans is die arbeid slechts tegen einde Mei afgewerkt en wordt in Juni 't bevolkingscijfer door het *Staatsblad* afgekondigd.

De Middenafdeeling hield de beweegredenen der Regeering voor afdoende, en vereenigde zich met het cijfer van 14 nieuwe plaatsen voor de Kamer en 7 voor den Senaat. 4 leden stemden voor, en 2 tegen.

III

Zoo 't bepalen van 't getal nieuwe plaatsen werd tegengesproken, over de verdeeling onder de verschillende arrondissementen des lands werden slechts aanmerkingen van minder belang uitgebracht. Overigens is de indeeling gesteund op vaste en duidelijke redenen.

Toen Victor Jacobs verslag uitbracht over de wet van 1878, vatte hij die redenen samen in dezer voege :

« 1^o Tot vóór de wet van 5 Juni 1836, die uitdrukkelijk voorschrijft de » volkstelling tot grondslag van verdeeling aan te nemen, diende eene » volkstelling steeds tot grondslag (1831 en 1847). Sedert dit werd bepaald,

- » werd de bepaling nooit nageleefd. In 1859 en 1866 ging men uit van de bevolkingstaten;
- » 2^o Soms werd de in 't rijk opgenomen bevolking derwijze overdreven om eenen senator meer te verkrijgen, uit hoofde van de vermoedelijke bevolking op 't oogenblik dat de verdeeling haar uitwerksel moest hebben.
- » Dit geschiedde toen er maar een gering aandeel ontbrak : 27,665 zielen in 1851, 16,911 in 1859.
- » Toen er een aanzienlijker verschil bestond, 64,681 in 1847, en 55,649 in 1866, deed men het niet;
- » 3^o Evenmin in 1851 en 1859 als in 1847 en 1866, hield de Regeering rekening met de vermoedelijke bevolking, voor de indeeling onder de provinciën en de onderverdeeling over de arrondissementen ;
- » 4^o Steeds werd er eerst verdeeld per provincie, later per arrondissement ;
- » 5^o Nooit werd het stelsel van vergoeding door eene provincie aan de andere aangenomen ;
- » 6^o Uitzonderlijk geschiedde zij van arrondissement tot arrondissement :
 - » a) in sommige gevallen in 1851 ;
 - » b) in twee gevallen in 1847 ;
 - » c) in één geval in 1859.
- » In 1862 werd van 't vergoedingstelsel voorgoed afgezien ;
- » 7^o Het voordeel van 't bezit, inachtneming van de verworven plaats, werd steeds gehuldigd, behalve voor Ieperen, dat in 1847 eenen halven senator verloor, die viel door het intrekken der afwisseling. »

In 't verslag dat de heer Olin den 1^{en} Mei 1882 namens de middenafdeeling overlegde, zegde hij insgelijks : « Al de afdeelingen namen genoeg met de thans gedane verdeeling, die geene bedenking uitlokte. Ze berust trouwens op stellige beginselen, die door voorgaande gebruiken voorgoed bekrachtigd schijnen.

» Nadat het cijfer der leden van de Wetgevende Kamers voor gansch het land is vastgesteld, ingevolge den algeheelen uitslag der jongste volkstelling, worden de nieuwe plaatsen onder de verschillende provinciën verdeeld.

« Provinciën die eene of meerdere breuken hebben van 40 of 80,000 tot dan toe niet vertegenwoordigde inwoners, bezitten volstrekt recht op eene vermeerdering, in verhouding tot hunne afgevaardigden. De overblijvende plaatsen worden vervolgens toegekend aan de provinciën die de grootste breuken overhouden.

» Dezelfde regel is van toepassing op de onderverdeeling per arrondissement. »

De Regeering paste die regelen toe op de volkstelling in 1900 en de middenafdeeling nam het ontwerp van verdeeling aan met vier stemmen tegen ééne en eene onthouding.

IV.

Het proces-verbaal van de 4^o afdeeling bevat evenwel een amendement, luidende als volgt :

« De afdeeling is van oordeel dat, om de goede toepassing van E. V. te
 » veroorloven en de inzichten des wetgevers van 1899 uit te voeren, een
 » afgevaardigde dient toegevoegd aan de vertegenwoordigers van het arron-
 » dissement Neufchâteau-Virton.

» (Ond.) G. LORAND,

» D^r W. HEYNEN. »

In die afdeeling werd het amendement verworpen met 7 stemmen tegen 2 en 2 onthoudingen.

Toch werd het voorstel verdedigd door een lid der Middenafdeeling, die wees op deze tweevoudige beschouwing : 1^o dat het arrondissement Neufchâteau-Virton, doordien het slechts twee afgevaardigden telt, geene volledige toepassing veroorlooft van evenredige vertegenwoordiging, de grondslag der kieswet van 1899; 2^o dat naar aanleiding dier wet werd te verstaan gegeven, dat waarschijnlijk eene derde plaats zou verleend worden aan het arrondissement Neufchâteau-Virton, bij de aanstaande verhooging van 't getal afgevaardigden. Inderdaad werd door de middenafdeeling die gemelde wet onderzocht, aan de Regeering eene vraag gesteld over het handhaven van colleges met twee afgevaardigden voor den Senaat en van 't college Neufchâteau-Virton voor de Kamer, en volgens 't verslag van den achtbaren heer de Jaer luidde het antwoord der Regeering :

« Tot hiertoe vroegen de voorstanders van evenredige vertegenwoordiging niets meer dan het wegnemen van arrondissementen die slechts één of twee afgevaardigden benoemen. Voor de Kamer is dat volkomen wezenlijk, behalve in het arrondissement Neufchâteau-Virton. Doch dit arrondissement behoort tot diegene waaraan bij de aanstaande indeeling der volksvertegenwoordigers en senatoren waarschijnlijk eene plaats meer in de Kamer verleend zal worden ». En het antwoord der Regeering besluit aldus : « Voor den Senaat trachtte de Regeering, na wegneming van omschrijvingen met eenen enkelen afgevaardigde, te vermijden dat al te veel bestuursarrondissementen bijeen worden gevoegd. »

Hoe machtig ook de feitelijke redenen zijn, die ingeroepen worden om de provincie Luxemburg te bevredigen, toch kon de Regeering het niet zonder de hierboven aangehaalde regelen te schenden. Eene verdeeling per arrondissement gaf geenen anderen uitslag dan per provincie; dus hadde men Luxemburg eene vergoeding moeten geven door middel van het overschot der andere provinciën, en dat scheen niet aannemelijk.

V.

Leden der 4^o en 5^o afdeeling vroegen dat het overschot, door de verschillende lijsten verworven, te zamen geteld en verdeeld zouden worden naar een stelsel, dat onlangs door den achtbaren heer Vandewalle in eene redevoering ter Kamer werd uiteengezet.

Leden van de minderheid der Middenafdeeling namen dit voorstel over, doch de meerderheid volgde niet hun spoor, om deze voorafgaande reden dat hun voorstel de kiesinrichting zelve raakt en dat het onderhavig ontwerp

enkel strekt om 't getal volksvertegenwoordigers en senatoren overeen te brengen met het cijfer der bevolking, zooals het blijkt uit de volkstelling in 1900.

Verdeeling van overschietende cijfers vergt een afzonderlijk wetsontwerp en daarvoor is geene ruimte overgelaten in het ontwerp dat we thans onderzoeken.

Die reden bracht ook de middenafdeeling van 1866 in tegen een voorstel van eenen anderen aard, toen werd aangevoerd dat de aanhangige wet enkel ten doel had iedere kiesomschrijving eene vertegenwoordiging te geven naar gelang van de bevolking. De wet van 1902 doet niets anders.

VI.

De Middenafdeeling gaf geene oplossing aan verschillende andere vraagstukken, door de verslagen der afdeelingen opgeworpen, doch insgelijks vreemd aan het oogmerk van het onderhavig ontwerp. Niettemin achtte zij voor de toekomst de aandacht van Regeering en Wetgeving op die punten te moeten vestigen.

Zoo is 't gesteld met het mederekenen van vreemdelingen bij de tienjarige volkstellingen. Reeds in 1866 stelde eene afdeeling de vraag : « Tellen » vreemdelingen, in 't land verblijvende of wonende, doch zonder burgerschap, mede in de tienjarige volkstelling of die van 31 December volgens » de bevolkingsregisters? » Waarop de verslaggever der Middenafdeeling aanmerkte dat « bij algemeene volkstellingen, het beginsel geldt van de » *feitelijke* bevolking, zoodat alle op eenen bepaalden dag (31 December 1856) » aanwezige personen worden ingeschreven ; die vreemdelingen wegen op » tegen de afwezige landgenooten, doch vreemdelingen worden niet geboekt » op de bevolkingsregisters, want deze worden gehouden volgens de bevolking van *rechtswege* ; dus mag worden beweerd dat de cijfers der registers » nauwkeuriger zijn dan die van eene algemeene volkstelling, om 't getal » inwoners des lands aan te geven. »

Leden van de 4^e en 5^e afdeeling namen insgelijks dat voorstel over, wat de Middenafdeeling aanleiding gaf deze vraag aan de Regeering te stellen : « Hoeveel vreemdelingen werden door de jongste volkstelling in ieder arrondissement opgenomen? »

Daarop antwoordde de Regeering den 25^e Februari 1902 : « 't Getal » vreemdelingen, in ieder arrondissement opgenomen door de jongste » volkstelling, zal maar bekend zijn wanneer het optellingsbureel al de » modellen *Vbis* zal hebben ontvangen, welke de gemeentebesturen daaraan » moeten leveren en welke die inlichting bevatten. Tot hiertoe kreeg dit » bureel slechts een deel van die staten ; gedeeltelijk zijn ze nagezien, doch » geen arrondissement is volledig. »

Spreken de tekst der Grondwet en de debatten in 't nationaal Congres niet over de uitlegging van 't woord « inwoners », zoo is dit ongetwijfeld hieraan te wijten, dat er in 1831 weinig vreemdelingen in België verbleven en niet in aanmerking kwamen, omdat het van geen invloed kon zijn op

het getal volksvertegenwoordigers en senatoren, evenmin als op dezer verdeeling over de onderscheidene provinciën en arrondissementen.

Sedert hadden wij de spoorwegen, het verbeterde vervoer te water, de uitbreiding van handel, financiewezen en nijverheid, met een woord, het hedendaagsch cosmopolitism, dat België tot een gastvrij land maakte, welks grenzen aanzienlijk veel vreemdelingen insluiten.

Daardoor kreeg het woord « inwoners » eene gansch andere beteekenis dan de Grondwet er aan gaf.

De Regeering kon de Middenafdeeling niet inlichten over 't getal vreemdelingen, bij de volkstelling in 1900 opgenomen, doch de algemeene optelling gaf het cijfer van die welke in 1890 in België verbleven. Vergelijkt men deze cijfers met het niet vertegenwoordigd overschot per provincie, zooals de Toelichting ze vaststelt, zoo bevindt men dat het weglaten der vreemdelingen bij 't berekenen van de tienjarige volkstellingen de verdeeling der plaatsen grootendeels wijzigen zou.

Dit blijkt uit onderstaande tabel :

PROVINCIE.	Niet vertegenwoordigd overschot op 31 December 1900.	Vreemdelingen in 1890 opgenomen.	Overschot zonder de vreemdelingen.	Getal plaatsen.	Overschot.	'te begeven plaatsen.
Antwerpen	99,159	55,253	65,904	1	23,904	1
Brabant.	145,807	39,761	104,046	2	24,046	1
Henegouw	102,954	20,446	82,508	2	2,508	
Limburg	796	5,227	— 4,431		— 4,431	
Luik.	66,175	47,015	19,162		19,162	
Luxemburg	19,200	8,026	11,174		11,174	
Namen	26,312	4,121	22,591		22,591	
Oost-Vlaanderen	69,971	6,900	63,071	1	23,071	
West-Vlaanderen	85,256	6,689	78,547	1	58,547	1

Deze naast elkander geplaatste cijfers — niet vertegenwoordigd overschot in 1900 — getal vreemdelingen, in 1890 opgenomen. — komen hier slechts voor als aanduiding en enkel om te bewijzen dat het mederekenen van de vreemdelingen rechtstreeks invloed uitoefent op 't getal en 't begeven der plaatsen van volksvertegenwoordiger.

In de tien laatste jaren nam de vreemdelingen-kolonie nog toe. Uit het verslag over 't bestuur der stad Antwerpen, door het college bij den raad overgelegd, blijkt dat er in 1900 in de stad Antwerpen alleen 39,984 vreemdelingen waren.

De toeneming heeft wellicht onder de verschillende provinciën de verhouding gewijzigd, die in 1890 werd waargenomen, doch mits dit voorbehoud bewijzen bovenstande cijfers dat het getal nieuwe volksvertegenwoordigers tot tien zou verminderd zijn en dat de vier plaatsen, niet begeven, hadde men de vreemdelingen afgetrokken, die zijn, welke

het wetsontwerp toekent: 1 aan West-Vlaanderen, 1 aan Luik, 1 aan Verviers en 1 aan Namen.

VII.

Vele afdeelingen waren getroffen over de aanzienlijke uitbreiding van de groote arrondissementen, inzonderheid het Brusselsche, en vroegen, uit vrees voor het overwicht dat daaraan door zijne 21 vertegenwoordigers wordt gegeven, dat het arrondissement gesplitst zou worden.

Sedert lang verwekt dit overwicht vrees: In 1866 had Brussel slechts 11 volksvertegenwoordigers. Op 't oogenblik dat de wet er 13 zou toestaan, drukten reeds verschillende afdeelingen de vrees uit, waaraan thans opnieuw lucht wordt gegeven. Eene afdeeling vroeg aan de Middenafdeeling of, gezien de snelle toeneming van de bevolking der hoofdstad en der voorsteden, het district Brussel niet diende gesplitst, zooniet of het hoogste cijfer der volksvertegenwoordiging in een arrondissement niet op voorhand door eene wet diende bepaald.

Bij eenparigheid der 12 aanwezige leden, vestigde de 4^e afdeeling de aandacht der Middenafdeeling op de noodzakelijke « wijziging der over- » groote ongelijkheid tusschen de verschillende arrondissementen, met het » oog op het getal leden der Wetgeving, alsmede op de gevaren die de » overgroote toeneming der vertegenwoordiging van het arrondissement » Brussel opleveren kan. »

En de heer Orts, verslaggever, gaf als volgt het debat weer, dat dit voorstel in de Middenafdeeling had verwekt :

« In de middenafdeeling werd voorgesteld het land te verdeelen in » kiesomschrijvingen van 40,000 of 80,000 inwoners, zonder te letten » op de bestaande grondgebiedsindelung. Het huidige stelsel en de wijze » waarop het aanhangig ontwerp wordt toegepast, schijnen den voorsteller » toe een onbillijk voorrecht te verleenen aan volkrijke arrondissementen, » ten nadeele der kleinere.

» Het voorstel om een *maximum* te bepalen voor de volksvertegenwoor- » digers en senatoren in ieder arrondissement werd insgelijks opgeworpen. » De afdeelingen die het deden, verzwegen niet dat hun gevoelen was » gesteund op de snelle en gestadige uitbreiding van het arrondissement » Brussel.

» Eene zeer hevige beraadslaging daarover leidde tot dit vergelijk, dat » het geschil thans niet diende opgelost en dat ieder voor later zijn vrij » oordeel en initiatief behouden zou.

• Zelfde meerderheid van vier stemmen tegen twee. »

Thans bezit het arrondissement Brussel niet 13, maar 18 volksvertegenwoordigers, en eerlang zal het 21 zijn.

Wel is waar verwachtte men dat evenredige vertegenwoordiging zou doen verdwijnen wat de achtbare heer de Jaer in zijn verslag van 1899 « esprit de clocher » heette, dat is uitsluitende bezorgdheid om plaatselijk belang; doch integendeel schijnt het dat evenredige vertegenwoordiging nauwer verwekt onder de verkozenen die het arrondissement Brussel vertegenwoordigen.

Zijn die achtbare leden het niet eens over politieke, maatschappelijke of godsdienstige vraagstukken, toch verstaan zij elkander om gezamenlijk alle stoffelijke vraagstukken te verdedigen die Brussel aanbelangen, en sommige hunner medeleden duchten dit overwicht van belangen tegenover de andere belangen van landelijke arrondissementen van minderen omvang, of van landelijke streken.

Onderstaande tabel geeft de toenemende uitbreiding op van de vier groote arrondissementen des lands, met het oog op de vermeerdering van hun getal volksvertegenwoordigers en senatoren :

	Brussel,		Antwerpen.		Gent.		Luik.	
	Volksv.	Sen.	Volksv.	Sen.	Volksv.	Sen.	Volksv.	Sen.
1831	7	3	4	2	6	3	4	2
1847	9	5	5	2	7	3	5	3
1859	11	6	5	3	7	3	7	3
1866	13	7	6	3	7	3	8	4
1878	14	7	7	4	8	4	8	4
1882	16	8	8	4	8	4	9	4
1892	18	9	11	5	9	4	11	5
					Gent-Eekloo.			
1902	24	11	13	6	11	5	12	6

Een lid van de minderheid der Middenafdeeling wil het hulpmiddel daartegen vinden in versmelting der kleine arrondissementen. Volgens hem, ware zelfs eene mogelijke vereeniging van verschillende provinciën niet te duchten. Behalve dat dit voorstel in strijd is met de Grondwet, schijnt het niet van aard de vrees weg te nemen van hen die eene betrekkelijke gelijkheid vragen tusschen de verdediging van plaatselijke belangen, en het waarlijk zeer groot overwicht van het arrondissement Brussel wenschen te verminderen

VIII.

Een lid van de minderheid der Middenafdeeling vestigt de aandacht der Regeering op de huidige verdeling der volksvertegenwoordigers onder de verschillende arrondissementen. Hij acht ze onrechtvaardig, om deze tweevoudige reden dat er eenerzijds niet vertegenwoordigde overschotten blijven, en omdat anderzijds sommige arrondissementen een grooter getal verkozenen bezitten dan waarop hunne bevolking recht geeft. Deze opmerking zegde hij te maken met het oog op verbetering door latere wetten.

Niet onbelangrijk is het hierover aan te merken dat tot hiertoe het behoud van verworven rechten nooit werd betwist.

IX.

In de 5^e afdeeling werd gevraagd of de aanstaande verkiezingen zouden geschieden volgens het meerderheidsstelsel of met toepassing van evenredige vertegenwoordiging, naar den geest der wet van 1899, of de benoeming der nieuwe volksvertegenwoordigers en senatoren, toegekend aan

arrondissementen die in 1902 niet aan herkiezing zijn onderworpen, niet diende uitgesteld tot 1904, en of er aan de nieuw verkozenen plaatsvervangers zouden worden toegevoegd.

Die vragen vonden in de Middenafdeeling geenen weerklank.

De teksten zelve van 't verslag en van de wet van 1899 lieten geenen twijfel bestaan over de oplossing der eerste vraag.

't Verslag van den achtbaren heer de Jaer voorziet de onderstelling van afzonderlijke verkiezing. « Moest, zegt hij, na het van kracht maken der » wet, eene afzonderlijke verkiezing plaats hebben, dan ware het meerder- » heidsstelsel van toepassing. Doch het schijnt verkieslijk in die onderstel- » ling de herstemming weg te laten en aan te nemen dat die verkiezing bij » betrekkelijke meerderheid geschiede. Te dien einde neemt de middenaf- » deeling eenparig het volgende amendement aan, dat de eerste paragraaf » van lid A, artikel 5 zou kunnen worden : Is er slechts een enkel lid voor » eene van beide Kamers te verkiezen, zoo is de candidaat die het hoogste » getal stemmen verwierf, verkozen. »

In antwoord op de tweede vraag hiervoren, dient aangemerkt dat, werd de verkiezing van een deel der nieuwe volksvertegenwoordigers en senatoren uitgesteld tot 1904, eer met reden beweerd kon worden dat de volksvertegenwoordiging niet de uiting is van den wil van gansch het kiezerskorps.

De vraag of er aan afzonderlijke kandidaten plaatsvervangers mogen gegeven worden, is opgelost in de algemeene bewoordingen van artikel 5 (254 der wet van 1899), luidende als volgt :

« Bij de door artikel 164 geregelde candidaatstelling voor de mandaten van » volksvertegenwoordiger of van senator, kunnen tegelijk met deze candi- » daten en in dezelfde vormen kandidaten-plaatsvervangers gesteld worden.»

Doch vermits de zaak twijfel opwekt, dient zij opgelost voordat deze wet van kracht wordt en desnoods de tekst van het « onderrecht voor den kiezer », dat aan de wet van 1899 is toegevoegd, in dien zin gewijzigd.

X

51 leden hebben in de afdeelingen het wetsontwerp onderzocht; ze stemden als volgt over het ontwerp in zijn geheel :

AFDEELINGEN.

1 ^o afdeeling	7 ja		1 onthouding.
2 ^o —	4 —	2 neen	1 —
3 ^o —	5 —	2 —	1 —
4 ^o —	8 —		3 —
5 ^o —	5 —	1 neen	3 —
6 ^o —	6 —	2 —	
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	33 ja	7 neen	9 onthoudingen.

Zooals we reeds zegden, nam de Middenafdeeling het cijfer van het wetsontwerp aan met 4 stemmen tegen 2 en de voorgestelde verdeeling met 4 stemmen tegen 1 en 1 onthouding.

De Verslaggever,

HENRY DELVAUX.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.



INHOUDSTAFEL.

- I. Vroegere gebruiken.
 - II. Waarom 14 nieuwe plaatsen, niet 15 of 16 ?
 - III. De indeeling.
 - IV. Het arrondissement Neufchâteau-Virton.
 - V. Verdeeling van de overschotten.
 - VI. Verworven rechten.
 - VII. Vreemdelingen.
 - VIII. De groote arrondissementen en het arrondissement Brussel.
 - IX. Verschillende vragen.
 - X. De stemming.
-

NOTA VAN DE MINDERHEID.

Volgens het voorstel, door ons aan de middenafdeeling gedaan en door dezer meerderheid verworpen, zou het getal leden der Kamer op 168 worden gebracht en dit der senatoren op 84, 't is te zeggen dat de Kamer twee afgevaardigden zou krijgen, en de Senaat één lid meer dan met het ontwerp der Regeering, door de meerderheid der middenafdeeling goedgekeurd.

Op zichzelf genomen, is dit voorstel zoo rechtvaardig dat men zich afvraagt hoe het met mogelijkheid bestreden kan worden; zoozeer komt het overeen met het vroegere onmiddellijk en rechtstreeksch werk der huidige Regeering en meerderheid, dat de vraag oprijst hoe het hun mogelijk is het niet aan te nemen.

Want ziehier wat de Regeering zegde in de Toelichting van het ontwerp dat de wet van 1892 werd, en dat het getal volksvertegenwoordigers op 152, het getal senatoren op 76 bracht :

« De wet van 2 Juni 1856 beveelt dat er om de tien jaren eene algemeene volkstelling geschiedt in al de gemeenten des rijks. Die volkstelling dient tot grondslag voor de indeeling van de leden der Wetgevende Kamers, ingevolge artikelen 49 en 54 der Grondwet.

» De jongste algemeene volkstelling, die van 31 December 1890. geeft voor gansch het rijk eene bevolking van 6,069,321 inwoners. De bevolking neemt gemiddeld ieder jaar toe met 50,000 zielen, zoodat men voorzeker verre beneden de wezenlijkheid blijft, zoo er voor vijftien maanden slechts gerekend wordt op eene algemeene toeneming van 10,679 inwoners.

» Het beginsel, volgens hetwelk het getal afgevaardigden wordt bepaald naar het cijfer der wezenlijke bevolking op 't oogenblik dat de verdeelingswet wordt toegepast, komt overeen met wat de Grondwet voorschrijft. Voor de eerste maal werd het in 't nationaal Congres toegepast. »

Welnu, ziehier hoe de Regeering in 1892 redeneerde en dat is van toepassing in 1902 :

De volkstelling op 31 December 1900 brengt het getal inwoners des lands op 6,693,810 inwoners; de volkstelling in 1890 gaf aan België eene bevolking van 6,069,221 inwoners; dus bedraagt voor dit tijdvak de jaarlijksche toeneming 62,459 inwoners. Op 22 Januari 1902, dat is toen het wetsontwerp werd ingediend, bedraagt de bevolking dus ten minste 6,757,998 inwoners, het zelfde cijfer als de opgenomen bevolking, met inbegrip van dertien maanden min tien dagen vermeerdering, of 64,188

inwoners. Neemt men het door de Regeering voorgestelde getal van 166 afgevaardigden aan, zoo staat het vast dat 111,799 inwoners niet in 't land vertegenwoordigd zullen zijn. Houdt men zich aan het door ons voorgestelde cijfer 168, dan blijft er nog een overschot van 37,998 niet vertegenwoordigde inwoners. Uitgaande van het cijfer der volkstelling op 31 December 1900, en het getal door de Regeering voorgestelde volksvertegenwoordigers aannemende, zouden 53,810 inwoners niet vertegenwoordigd zijn. Om hun eene billijke vertegenwoordiging te geven, volstaat het dit overschot met 26,190 inwoners te vermeerderen, 't is te zeggen de toeneming der bevolking van 31 december 1900 tot 22 Januari 1902 te herleiden tot eene uitdrukking die *verre beneden de waarheid blijft* (zooals de Regeering in 1892 zegde), vermits zij, volgens het tienjarig middencijfer, intusschentijd toenam met 64,188 inwoners, of twee en half maal zooveel. Die redeneering is zelfs onomstootbaar tegenover hen die in beginsel toegeven dat het cijfer der volkstelling de grondslag moet blijven voor alle nieuwe indeeling.

Zoo dacht de heer Woeste, verslaggever in 1892, doch hij deed het strenge van dat beginsel buigen voor het aanzienlijke van het overschot. Welnu, zijn 53,810 inwoners geen voldoende overschot om te veroorloven het tot 80,000 te verhoogen? En door welke redeneering zal men deze billijke gevolgtrekking kunnen ontgaan? Men beweert dat de Regeering zich tussehen twee uiterste meeningen plaatste, en volgens eene van die meeningen wordt het noodzakelijk bevonden de toeneming van 't getal afgevaardigden te beperken. De andere uiterste meening is die der Regeering zelve in 1892. Het door de drukpers opgeworpen denkbeeld eener noodzakelijke beperking van 't getal afgevaardigden zou ernstig moeten besproken zijn, al eer de Regeering kan aanzocht worden dit zonderling geschil te beslechten. Waarom zou men zonder de ernstigste redenen de uitbreiding des Parlements stremmen, op 't oogenblik dat de Democratie zich inricht, dat evenredige vertegenwoordiging de Kamer openstelt en moet openstellen vóór de meest uiteenlopende meeningen en belangen?

Doch zelfs in deze onderstelling, kon de Regeering, die het cijfer der voor elken volkvertegenwoordiger vereischte bevolking handhaaft,— wat eenvoudig rechtvaardig was,— niet ontsnappen aan 't verwijt van willekeurige en gansch onverwachte uitlegging, die in 1902 wordt gegeven aan wat zij in 1892 plechtig het *voorschrift der Grondwet* heette.

De Regeering gevoelde hoe erg het was dit voorschrift te miskennen en eene bevolking van 111,799 inwoners onvertegenwoordigd te laten. Zeer goed begreep zij dat het zelfs niet genoeg was te zeggen — zooals zij doet — dat het tot 40,000 aan te vullen overschot slechts 13,810 inwoners bedroeg, omdat ze wel moest weten dat het aanvulsel van dit overschot — *dit der volkstelling*— genomen zou worden op eene *wezenlijke toeneming van 64,188 inwoners* ten minste, sedert dien tijd, en dat, *eenmaal het aanvulsel afgenomen*, er nogna genoeg 40,000 onvertegenwoordigden zouden overblijven.

Ze voerde eene beweegreden aan, die haar bijzonder afdoende scheen en

afgeleid is uit de indeeling der plaatsen, namelijk dat er voor 't begeven van eene van deze twijfelzou bestaan. Die twijfel was haar voldoende om niet alleen af te zien van het denkbeeld het overschot aan te vullen, maar om terzelfder tijd af te zien van den vijftienden en den zestienden volksvertegenwoordiger. Welnu, al bestond er twijfel over het begeven van de zestiende plaats, in geen geval mocht de twijfel worden opgelost in den zin van het niet begeven en van eene verminking van 's lands vertegenwoordiging.

Daartoe bestaan twee afdoende redenen. De eerste is gesteund op het grondwettelijk recht. Zij vloeit voort uit artikel 52 der Grondwet, dat gansch de inrichting van 's lands vertegenwoordiging regelt. De leden van beide Kamers vertegenwoordigen het land, niet enkel de provincie of de onderafdeeling der provincie die ze benoemde. België is een *eenheidsstaat*, niet een *bondsstaat*. Dus is het land, in zijne *onverdeelde eenheid*, overal vertegenwoordigd; de plaatselijke colleges zijn slechts de menigvuldige ledematen van een land dat overal in zijne *ondeelbaarheid* wordt beschouwd. Het bezwaar der Regeering zou begrijpelijk en gegrond zijn in Zwitserland, doch in België is het zulks niet.

De tweede is eene feitelijke reden, en wel dat thans sommige arrondissementen hunne vroegere vertegenwoordiging behielden, doch niet het vereischte bevolkingscijfer. Een college, waaraan de nieuwe vertegenwoordiger wordt toegekend, kan voordeel trekken uit eene misrekening, doch 's lands vertegenwoordiging, waarvan het de uiting is, zou gekrenkt noch verminkt zijn.

Doch is het feitelijk mogelijk dat er ernstige twijfel blijft bestaan over het toekennen van die plaats?

Neen, omdat het, ten einde allen ernstigen twijfel weg te nemen, volstaat te handelen als in 1892: uitgaan van den datum waarop het wetsontwerp werd ingediend, 22 Januari 1902, en, voor de mededingende provinciën, tot dien datum de waarschijnlijke toeneming der bevolking in die onderlinge provinciën verlengen, zooals billijkerwijs voor het land in zijn geheel werd gedaan, gesteund op de gemiddelde tienjarige toeneming. Rechtvaardigheid vergt niets meer, en wat ze vooral eischt, is de nauwkeurige toepassing van het *voorschrift der Grondwet*. 't Is niet aan te nemen dat, onder voorwendsel dat het toepassen van een rechtvaardig beginsel bezwaren van ondergeschikten aard oplevert, de toepassing zelve van 't beginsel wordt opgeofferd.

De navolgende regelen uit de Memorie van toelichting gaven ons aanleiding tot het stellen van eene vraag aan de Regeering :

« Zij behoudt zich voor, later een ontwerp van wet over te leggen tot » beperking, binnen zekere grenzen, van de verdere uitbreiding van 's Lands » vertegenwoordiging. »

Het scheen ons van groot belang, te weten of zulk ontwerp eerlang zou overgelegd worden, en vooral hoe de Regeering het dacht te regelen. De middenafdeeling achtte de vraag nutteloos en ontijdig. 't Is dus in de Kamer zelve dat wij het denkbeeld zelf van deze beperking zullen bestrijden, en nog meer gansch het ontwerp, dat, door de plaatsen te verdeelen in onge-

lijke voorwaarden, rechtstreeks de beginselen zelve van de Grondwet zou aandoen en strijd doen ontstaan, die te duchten ware voor de eenheid zelve van het land

In deze nota hebben we nog een protest aan te teekenen. Het denkbeeld tot splitsing van het arrondissement Brussel vond ingang, onder voorwendsel dat het met 21 vertegenwoordigers te zwaar zou drukken op de beslissingen der Regeering.

Op 't eerste zicht, schijnt dit voorstel eene wreede spotternij. Dagelijks hooren wij de bittere grieven der Brusselsche afgevaardigden; de billijkheid van die grieven, getoetst aan partijstrijd, kan niet in twijfel worden getrokken, en het staatkundig overwicht van die afgevaardigden is zoo twijfelachtig, dat zoo er eene samenspanning bestond, er veeleer dient gedacht aan samenspanning van de landelijke arrondissementen tegen dit waartoe de hoofdstad wellicht ongelukkiglijk behoort.

Doch de zaak is van nog meer beslissenden omvang. Wordt dit arrondissement verminkt, dan treft men de evenredige vertegenwoordiging in de geregelde voorwaarden van hare werking, omdat zoodoende het gewicht der overschotten van den onvertegenwoordigden afval, noodlottigerwijs wordt vermeerderd. Dat ware eene achterwaartsche beweging, die geen ander gevolg kan hebben dan een der bestanddeelen van de parlementaire inrichting in gevaar te brengen, waaraan de partijen eenstemmig evenwicht en bedaring vroegen. Stellig dient eene gansch tegenovergestelde richting ingeslagen. De groote ongelijkheid der omschrijvingen liet de gansche vertegenwoordiging nog onevenredig : daaruit ontstond de huidige meerderheid; in plaats van de groote arrondissementen te besnoeien, hoeft men de kleine samen te voegen; dat is het eenig middel om het mogelijk overwicht der groote omschrijvingen te vermijden, het eenige dat evenredige vertegenwoordiging veroorloven zal haar werk van evenredige rechtvaardigheid te verwezenlijken. Dus dient hier deze tweevoudige onderneming veroordeeld en krachtdadig verzet aangeteekend tegen die achteruitgaande streving, van aard om de parlementaire ontreddeering en onze twisten nog te doen toenemen.

H. DENIS.
